BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS | INTERNATIONAL BUREAU FOR CHILDREN'S RIGHTS | OFICINA INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS DEL NIÑO | المكتب الدولي لحقوق الطفل

Projet de renforcement des capacités des acteurs du système de protection de l'enfant au Burkina Faso

APPEL À CONSULTATION
Recrutement d'un(e) consultant(e) en plaidoyer

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Établi à Montréal (Canada) depuis 1994, le Bureau international des droits des enfants (le Bureau ou l'IBCR) est une organisation internationale non gouvernementale qui a pour mission de contribuer à la promotion et à la protection des droits des enfants dans le monde, selon la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies de 1989. Dans l'objectif d'appuyer la mise en œuvre effective de cette Convention au Burkina Faso, il est primordial d'élaborer une stratégie efficiente visant le renforcement des capacités des acteurs du système de protection de l'enfant.

Dans ce sens, le Bureau international des droits des enfants (IBCR), fort de son expérience en renforcement des capacités durables des acteurs du système de protection de l'enfant dans plus d'une vingtaine de pays, poursuit son engagement en étendant désormais son expertise au Burkina Faso auprès des forces de défense et de sécurité (policiers et gendarmes), du personnel de justice et des travailleurs sociaux. L'IBCR est en effet convaincu qu'une approche multisectorielle, qui mettra l'accent sur l'interdépendance durable entre les différents acteurs, est un facteur-clé de réussite dans l'atteinte de l'objectif que représente la protection accrue des enfants au Burkina Faso.

Grâce à l'appui financier de Affaires mondiales Canada, le projet au Burkina Faso a pour objectif principal, d'une part, d'intégrer de manière permanente des modules de formation de qualité portant sur les droits de l'enfant et la pratique adaptée à l'enfant dans les curricula des écoles de formation professionnelles de la police, de la gendarmerie, du personnel de justice et des travailleurs sociaux et, d'autre part, de développer en collaboration avec les acteurs de la protection de l'enfant des modes opératoires et des outils de gestion de l'information. Il permettra de les doter d'outils et de compétences nécessaires pour faire face aux défis liés à la protection des droits de l'enfant au Burkina Faso afin de participer au renforcement des mécanismes de coordination entre ces différents intervenants en particulier et du système de protection de l'enfant au Burkina Faso.

Dans le cadre des actions de renforcement des capacités des acteurs du système de protection de l'enfant dans le pays, le projet prévoit l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer. Cette stratégie doit permettre à l'IBCR d'assurer son rôle de mobilisation et d'information des acteurs institutionnels, en cernant au mieux l'environnement global du projet, ainsi que les besoins en plaidoyer et communication y afférents pour l'atteinte de ses objectifs. Sa finalité sera d'établir et de favoriser l'adhésion des acteurs/parties prenantes à l'intégration des modules de formation sur les droits de l'enfant et les pratiques adaptées à l'enfant dans les curricula des écoles de formation professionnelles de la police, de la gendarmerie, du personnel de justice et des travailleurs sociaux, ainsi que l'introduction de modes opératoires et d'outils de gestion de l'information.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif global de la mission est d'appuyer le/la coordonnateur/trice de projet basé(e) à Ouagadougou dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer et de mobilisation des acteurs dans le cadre de l'exécution du projet de renforcement des capacités des acteurs du système de protection de l'enfant au Burkina Faso, conformément à l'approche méthodologique de l'IBCR.

3. DESCRIPTION DES TÂCHES À EXÉCUTER

Sous la supervision du/de la coordonnateur/trice de projet, et en lien avec la planification globale du projet, le/la consultant(e) devra mettre en œuvre les tâches suivantes :

1) Collecte d'informations
   - Prendre connaissance des documents de projet, de l'État des lieux, des modes opératoires et des autres documents de référence collectés auprès de l'équipe projet et des partenaires.
   - Identifier les canaux et les acteurs-clés en lien avec l'intégration des curricula au sein des écoles et instituts de formation professionnels et de l'appropriation des outils élaborés à travers les modes opératoires.
   - Identifier, en collaboration avec les parties prenantes, les étapes du processus d'intégration des curricula et d'appropriation des outils.

2) Définition du mécanisme de suivi-évaluation
   - Proposer une méthodologie visant à faire en sorte que le processus d'intégration des curricula et d'appropriation des outils soit effectif.
   - Proposer une méthodologie d'accompagnement l'IBCR et les acteurs identifiés lors de la collecte d'informations dans le processus d'intégration des curricula et d'appropriation des outils.
   - Proposer un mécanisme de suivi-évaluation auprès des acteurs et des institutions cibles afin de mesurer les impacts et en vue de la poursuite des actions entreprises.

3) Développement de la stratégie de plaidoyer
   - Identifier les canaux, supports, moyens et outils de communication appropriés pour la mise en place de la stratégie.
   - Proposer des mesures afin de mobiliser les groupes techniques de travail du projet et les partenaires institutionnels tout au long du processus d'intégration des curricula et d'appropriation des outils.
   - Proposer des actions afin de promouvoir l'information et le dialogue entre les acteurs et les partenaires institutionnels.

4. LIVRABLES

Les tâches devront être accomplies selon un processus d'échange permanent avec l'équipe terrain et les partenaires, sous la supervision du/de la coordonnateur/trice de projet et suivant le calendrier établi en début de mandat.

Les livrables attendus de la part du/de la consultant(e) sont :

- Un plan d'action de mise en œuvre précisant, pour chaque action définie, le planning, le public cible, le type de message, le moyen à utiliser, les indicateurs de performance et le mécanisme de suivi-évaluation, et les facteurs de risque pouvant entraver la mise en œuvre et les mesures

d'atténuation proposées. Ce plan d'action inclura une analyse de l'environnement global du projet (intégrant une analyse préliminaire des expériences de plaidoyer des différents acteurs sectoriels dans l'intégration de curricula au sein d'écoles professionnelles afin d'identifier les acquis et les bonnes pratiques à capitaliser) et une identification des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour une mobilisation générale des acteurs (intégrant des mesures d'atténuation).

- Un document de stratégie de plaidoyer et de mobilisation des autorités et des partenaires à tous les niveaux, incluant l'analyse préliminaire, l'analyse environnementale et les actions de plaidoyer proposées par type d'acteur.

5. PROFIL DU CONSULTANT

Le candidat souhaité doit posséder les qualifications demandées ci-dessous :

- Diplôme universitaire (minimum Master) en communication, sciences sociales, sciences politiques, relations publiques, journalisme (ou expérience équivalente)
- Expérience avérée dans l'élaboration de stratégies de plaidoyer (le fait d'avoir travaillé au sein d'ONG internationales est un atout)
- Expérience de travail dans la sous-région et connaissance du contexte et des enjeux actuels du Burkina Faso, en lien avec les secteurs de la police, de la gendarmerie, du travail social et de la justice
- Une bonne connaissance des circuits administratifs des écoles professionnelles et de leurs ministères de tutelle, en lien avec les secteurs de la police, de la gendarmerie, du travail social ou de la justice est un atout
- Familiarité avec les questions de droits des enfants et de genre
- Capacités d'adaptation à un milieu de travail multiculturel
- Sens élevé des relations interpersonnelles et de la communication, sens de l'entregent
- Aptitudes à fédérer des acteurs d'horizons différents autour d'une cause commune
- Excellentes qualités de synthèse et de rédaction en français, bonne maitrise de l'outil informatique
- Capacité à animer des réunions et à coacher des équipes
- Capacité à travailler sous pression, sens de la rigueur et respect des échéances
- Aptitudes au raisonnement stratégique
- Disponible à effectuer des déplacements ponctuels à l'intérieur du pays (notamment à Bobo-Dioulasso) au besoin

6. CALENDRIER

Dans un premier temps, la mission durera 21 à 26 jours ouvrables[1] à prester sur une période de 3 mois maximum, suivant un planning de travail à déterminer avec l'équipe de projet. La mission se déroulera à Ouagadougou, avec des déplacements possibles à l'intérieur du pays.

Activités	Estimation du nombre de jours
Réunion de cadrage	1 jour
Préparation de la mission (élaboration note méthodologique, calendrier de travail)	3 jours

[1] Le nombre de jours sera validé lors de la réunion de cadrage. Il dépendra notamment des déplacements à prévoir.

Élaboration du plan d'action de mise en œuvre	7 jours
Production du document de stratégie de plaidoyer	10 à 15 jours
TOTAL	**21 à 26 jours**

7. METHODE DE SELECTION DES CANDIDATURES

Cet appel à consultation est ouvert aussi bien aux consultants nationaux qu'aux consultants internationaux.

→ Soumission

Le dossier de candidature doit nécessairement comprendre une offre technique et une offre financière.

L'offre technique comprendra :

- Un CV mettant en évidence l'expérience acquise dans le domaine recherché
- La méthodologie de travail proposée, incluant le calendrier de réalisation, les outils, les ressources humaines, et tout autre aspect jugé opportun pour l'atteinte de l'objectif
- Un exemple de stratégie de plaidoyer développée

L'offre financière, libellée en francs CFA, en Euros ou en Dollars canadiens, détaillera les coûts proposés pour la réalisation de l'étude, et notamment le nombre de jours estimés et le taux journalier, y compris toutes autres charges liées à la réalisation de la mission.

→ Critères de sélection :

- Formation/Diplômes
- Expériences dans le domaine demandé
- Méthodologie proposée
- Rapport qualité/prix
- Entretien oral, test écrit

8. DEPOT DES DOSSIERS

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent envoyer leur dossier de candidature en français au plus tard le 10 février 2017, par courrier électronique à l'adresse suivante : rh@ibcr.org, en indiquant «Expert plaidoyer BF» en objet du message. Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'IBCR analysera les offres au fur et à mesure de leur réception; les offres reçues hors délais ne seront pas prises en compte et seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s pour l'entretien seront contacté(e)s.